



ÉDITORIAL
PAR PIERRE-HENRI
LAB

État d'urgence

Combien de postes en moins à l'hôpital, au risque d'allonger les temps d'attente des patients aux urgences ? Combien d'enfants en difficulté scolaire parce que leur professeur absent n'est pas remplacé, ou parce que les élèves sont trop nombreux dans leur classe ? Combien de demandeurs d'emploi privés d'indemnités, contraints d'accepter un travail précaire et mal payé ? Combien de fins de mois toujours plus difficiles pour les travailleurs comme les retraités ? En annonçant une réduction de 40 milliards d'euros des dépenses publiques en 2026, le gouvernement s'apprête à dégrader encore la qualité des services publics et à appauvrir la population.

Pour justifier ce choix, le ministre de l'Économie Éric Lombard pointe le recul de sa prévision de croissance de 0,9 % à 0,7 % pour cette année, provoqué par la guerre commerciale de Donald Trump. Indéniablement, celle-ci risque d'entraîner une réduction des recettes fiscales, mais les politiques austéritaires ne datent pas d'aujourd'hui : elles abîment le pays depuis 1983. Le seul budget 2025 prévoit 50 milliards d'euros de coupes, auxquelles se sont ajoutés

Le gouvernement s'apprête à dégrader encore la qualité des services publics et à appauvrir la population.

5 milliards d'euros de gels de crédits la semaine dernière, sans que cela donne lieu à un débat au Parlement.

Pour faire avaler la pilule, le premier ministre convoque ce mardi une conférence sur les finances publiques afin, dit-il, de sensibiliser les Français « *aux pathologies* » du pays. En réalité, le chef de la coalition des battus aux dernières élections législatives cherche à poursuivre la politique que les Français ont massivement rejetée dans les urnes. Il a d'ores et déjà écarté l'hypothèse d'une hausse des impôts pour les plus riches et celle d'une remise à plat des aides publiques aux entreprises. François Bayrou veut faire adopter le budget 2026 avec un minimum de débat et sans vote en recourant au 49.3. La conférence vise donc à s'assurer qu'il ne se trouvera aucune majorité pour voter la censure. Quand il parle de proclamer l'« *état d'urgence budgétaire* », Éric Lombard ne se trompe pas. Qui dit « *état d'urgence* » dit, en effet, suspension de la démocratie. ■

Austérité : à Matignon, la messe est dite

FINANCES Le premier ministre convoque, ce mardi, une conférence sur les « *pathologies budgétaires* » françaises, en présence de membres du gouvernement, de parlementaires et d'élus locaux. Le premier acte d'un plan d'économies de 40 à 50 milliards d'euros pour 2026.

L'homme qui a voulu enterrer le « *conclave* » sur les retraites lance désormais sa « *grand-messe* » de l'austérité. Ce mardi 15 avril, François Bayrou convoque à Matignon les ministres de l'Économie et des Comptes publics Éric Lombard et Amélie de Montchalin, en présence de parlementaires, pour une grande conférence consacrée aux « *pathologies budgétaires* » du pays. Des élus locaux sont aussi attendus mais l'Association des maires de France a annoncé boycotter l'événement. « *La France traîne des pathologies, (...) ou en tout cas des déséquilibres depuis des décennies. Allez, disons depuis trente ans* », a déclaré le premier ministre à la presse, en marge d'un déplacement, vendredi dernier. Cette maladie française, selon le docteur Bayrou, c'est bien sûr l'endettement, et la dépense publique.

La couleur est donc annoncée, même si la conférence ne devrait pas déboucher sur des décisions concrètes, mais seulement servir d'amorce aux futures discussions. Car elle intervient au moment où la France doit envoyer son plan budgétaire et structurel à moyen terme (PSMT) à la Commission européenne. Celui-ci indique la feuille de route de Paris en matière de finances publiques pour les prochaines années et a vocation à rassurer Bruxelles. Surtout, le gouvernement Bayrou est d'ores et déjà en train de préparer le budget 2026, deux mois après avoir accouché dans la douleur de celui de 2025, qui avait conduit le précédent premier ministre, Michel Barnier, à la chute après le vote d'une motion de censure à l'Assemblée nationale.

L'effort demandé sera colossal, la Macronie écartant toujours des hausses d'impôts.

Pour déminer le terrain le plus tôt possible, l'exécutif veut border son texte dès ce printemps. Or, l'exercice budgétaire 2026 s'annonce encore plus conflictuel, Éric Lombard ayant annoncé une réduction des dépenses à hauteur de 40 milliards d'euros, quand d'autres sources gouvernementales évoquent même 50 milliards. « *Nous sommes en état d'alerte budgétaire* », a lancé le ministre de l'Économie.

L'HEURE EST AU « QUOI QU'IL EN COUPE »

L'effort demandé sera colossal quelle que soit la somme retenue et implique, la Macronie écartant toujours des hausses d'impôts, autant de coups de sabre dans les services publics. Cela même si Éric Lombard assure qu'une partie de cette somme peut être dégagée grâce à « *une augmentation des recettes liées à la croissance* » – scénario en réalité peu probable vu que ses propres services, à Bercy, ont abaissé la prévision de croissance pour 2025 à 0,7 % du PIB. « *40 à 50 milliards d'euros, c'est l'équivalent du budget de l'éducation nationale qui passe à la moulinette, c'est de l'austérité XXL* », dénonce le porte-parole du PCF, Ian Brossat. « *Le peuple de France est traité comme la Grèce en 2010* », estime pour sa part l'insoumis Jean-Luc Mélenchon. Face à ces annonces, les députés

LFI se sont déclarés « *prêts à déposer une nouvelle motion de censure* », à condition « *d'avoir une garantie que tous les députés de gauche, au moins, la votent* ».

Pour justifier ce nouveau régime drastique, le gouvernement invoque le double contexte de crise internationale, avec, d'un côté, l'appel à augmenter les dépenses de



François Bayrou, accompagné d'Éric Lombard et Amélie de Montchalin, ministres de l'Économie et des Comptes publics, le 5 mars, à Paris. LUDOVIC MARIN/AFP

défense pour soutenir le front ukrainien et pallier le désengagement des États-Unis et, de l'autre, les effets des taxes douanières décidées par Washington dans le cadre de sa guerre commerciale contre l'Union européenne. Selon Bercy, 28 000 entreprises françaises exportent aux États-Unis et pour 40 % d'entre elles ce marché représente la moitié de leur production. Cette situation n'appelle pas d'aides directes supplémentaires, mais coupe court à la discussion sur la participation des grandes entreprises à l'effort budgétaire, aux yeux du gouvernement. Pour la ministre des Comptes publics Amélie de Montchalin, exit le « *quoi qu'il en coûte* », l'heure est désormais au « *quoi qu'il arrive* » – il faut plutôt comprendre « *quoi qu'il en coûte* ». « *Nos déséquilibres financiers sont d'autant plus difficiles à traiter que nous sommes entrés en temps de crise. Et nous allons cependant les exposer aux Français pour partager avec eux (...) tous les risques* », a assuré de son côté François Bayrou.

Une promesse de « *pédagogie* » qu'ont peu goûtée les syndicats, déjà passablement agacés par le précédent du conclave des retraites, interrompu de fait par le refus de

François Bayrou de revenir sur l'âge de départ (même si les discussions ont repris par la suite). « *C'est le gouvernement qui a une pathologie : il ne s'intéresse jamais aux riches et c'est toujours aux mêmes de faire des efforts. On taxe toujours moins le patrimoine, les dividendes explosent, c'est là-dessus qu'il faut travailler* », a répondu Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, sur France Inter. La secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, a, elle, évoqué « *des pistes à explorer en termes de protection sociale mais aussi de fiscalité* » dans un entretien publié dimanche par les Échos : « *On ne peut avoir autant de bouleversements et de défis et garder le même discours qu'en 2017 : faire des efforts et des réformes sans toucher aux impôts.* »

NOUVELLE RÉFORME DE L'INDEMNISATION DU CHÔMAGE

En la matière pourtant, la Macronie ne démord pas de son tabou (pas de hausse d'impôts), comme l'a confirmé la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, la

« On taxe toujours moins le patrimoine, les dividendes explosent. »

SOPHIE BINET, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CGT

semaine dernière. Toutefois, à Bercy, Éric Lombard se dit prêt à « *rendre pérenne* » la contribution différentielle et temporaire sur les plus hauts revenus (CDHR), appliquée aux ménages les plus aisés et qui fixe un taux minimal d'imposition de 20 % (elle ne concerne cependant qu'environ 25 000 foyers). « *Le gouvernement va faire les poches des classes populaires*, met en garde le communiste Ian Brossat. *Nous avons un ministre qui envisage de faire passer l'âge de départ à la retraite à 65 ans, d'autres qui prévoient déjà de remettre sur le tapis une nouvelle réforme de l'indemnisation du chômage.* » La ministre du Travail Astrid Panosyan-Bouvet estime nécessaire que les Français « *travaillent plus longtemps et que le taux d'emploi des seniors augmente* » : elle explore de nouvelles pistes de réforme de l'assurance-chômage, alors que la durée d'indemnisation a déjà été réduite au 1^{er} janvier 2025. Autant de bombes sociales que l'exécutif s'apprête donc à dégroupiller. ■

CYPRIEN CADDEO